



**PRÉFET  
DE L'INDRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction du développement  
local et de l'environnement  
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ du 06 JAN. 2025**  
**portant modification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre**  
**2024 de la Société AXEREAL**  
**ZI de La Martinerie, DIORS**

**AIOT 0010005609**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**  
**silo de stockages de céréales et autres grains**

**Le Préfet de l'Indre,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 93-E-3370 du 28 décembre 1993 autorisant la société SMT à exploiter un silo de stockage de céréales sur la zone industrielle de la Martinerie à DIORS ;
- Vu le récépissé de déclaration relatif à l'exploitation d'un stockage à plat de céréales daté du 9 juillet 2003 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2007-01-0015 du 4 janvier 2007 prescrivant des mesures de réduction du risque au silo de stockages de céréales et autres grains exploités par la Sté SMT à DIORS et complétant les prescriptions générales applicables à l'établissement ;
- Vu la lettre préfectorale du 26 mars 2013 prenant acte du changement d'exploitant de la société SMT au profit de la société AXEREAL ;
- Vu les lettres préfectorales des 7 septembre 2015, 7 mars 2017 et 9 janvier 2018 mettant à jour le tableau de classement des installations ;
- Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection menée le 9 août 2024, transmis à la préfecture de l'Indre et à l'exploitant le 13 août 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le courrier en date 18 septembre 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais réglementaires impartis au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'arrêté préfectoral 18 octobre 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la société AXEREAL exploitant un silo de stockage de céréales et autres grains ZI de la Martinerie à DIOR, installation classée pour la protection de l'environnement ;

Vu le courrier du 28 novembre 2024 complété le 11 décembre 2024 de la société AXEREAL, demandant un report de délais pour la mise en œuvre des actions permettant de répondre à la mise en demeure du 18 octobre 2024 ;

Vu le rapport du 23 décembre 2024 de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'analyse de la demande du 28 novembre 2024 susvisée et la proposition de modification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024, afin de porter l'échéance de l'article 1 au 31 mars 2025 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 9 août 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la Société AXEREAL exploite une installation sise ZI de La Martinerie à DIORS présentant un risque d'incendie et d'explosion ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAL pour son site exploité à la ZI de la Martinerie à DIORS, de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant déclare, par courrier du 28 novembre 2024 susvisé :

- avoir fait lever certaines des non-conformités électriques dès le 31 octobre 2024 ;
- avoir prévu des contrôles complémentaires des installations électriques fin décembre 2024 ;

Considérant que l'exploitant annonce pouvoir fournir le rapport du bureau de contrôle des installations électriques au cours du premier trimestre de l'année 2025, soit le 31 mars 2025 au plus tard ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

### **ARRÊTE**

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024 est modifié comme suit :

#### **Article 1<sup>er</sup> : Mise en demeure**

La Société AXEREAL, dont le siège social est situé 36 rue de la Manufacture, CS40639, 45 160 OLIVET, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite ZI de la Martinerie sur le territoire de la commune de DIORS, de respecter les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 mars 2004 avant le 31 mars 2025 en :

- levant les non-conformités mises en évidence par le rapport Q18 ;
- produisant un nouveau rapport Q18 ne concluant pas à ce que l'installation présente un risque d'incendie et d'explosion.



## Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérécourse accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires- Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense - Paroi Sud – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

## Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la Société AXEREA.

Une copie en sera adressée :


- ↳ au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire ;
- ↳ au maire de la commune de DIORS, pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, [www.indre.gouv.fr](http://www.indre.gouv.fr), pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
la Secrétaire Générale,

  
Nadine CHAÏB

